



Et maintenant ? On continue !

La journée de grève et de manifestation du 18 septembre a amplifié le succès de celle du 10 septembre, avec plus d'un million de manifestants et des actions de toutes sortes (blocages, piquets de grève, assemblées générales, etc.). Quelles en seront les suites ?

Les ministres passent, le programme reste

Lecornu continue à vouloir nous faire payer la « dette » : 44 milliards d'économies ? 25 milliards ? Cela dépendra du rapport de force. Mais dans tous les cas, ce sera en supprimant des milliers d'emplois dans la fonction publique, en bloquant les salaires, en sabrant dans les hôpitaux, en déremboursant médicaments et soins... En concertation avec le grand patronat pour continuer à financer les marchands de mort, Dassault, Safran, Thalès, à offrir chaque année 270 milliards de subventions et exonérations et à engraisser les actionnaires des grandes entreprises.

Battre le fer tant qu'il est chaud...

Face à la déclaration de guerre aux classes populaires que représente le projet de budget, l'appel à « tout bloquer » le 10 septembre a sorti les confédérations syndicales de leur léthargie. La journée du 18 septembre a été un succès encore plus important, avec des taux de grève que l'on n'avait pas vus depuis longtemps, comme dans les transports, et beaucoup de jeunes dans les manifestations.

Mais que proposent les organisations syndicales pour faire suite à ce succès ? Un « ultimatum » creux, qui revient à renvoyer la balle à Lecornu. De leur côté, le Parti socialiste, les Écologistes et le Parti communiste français acceptent de discuter avec lui afin de négocier les sacrifices qu'ils voudraient nous imposer. La France insoumise, elle, refuse de le rencontrer, et, au lendemain du 10, avait appelé à poursuivre le mouvement... mais en donnant pour perspective la destitution de Macron, c'est-à-dire un retour aux arcanes institutionnels. Mais pour stopper la politique patronale, pour renverser la vapeur, il faudra bien plus qu'un simple départ de Macron, bien plus même qu'un simple changement de la Constitution. Il faudra s'en prendre au pouvoir des patrons de nous exploiter et à cette classe bourgeoise qui ne manque jamais de politiciens pour la servir et nous écraser.

Pour faire reculer le gouvernement et le patronat, il faudra les y contraindre en bloquant l'économie par la grève, et pas seulement quelques journées de grèves réussies : nous l'avons vu en 2023 avec le mouvement contre la casse des retraites. Il faut une grève qui s'étende dans tous les milieux de travail et qui dure suffisamment pour paralyser la machine à profits.

... en forgeant nos revendications

Un tel mouvement ne peut se contenter de la revendication d'un « meilleur budget », ou de « conditions » au pillage de centaines de milliards d'euros de nos impôts par les grandes entreprises ! Qui ferait grève pour taxer à 2 % des fortunes multipliées par quatre depuis le Covid ? Ou pour « geler » l'éloignement de la retraite à 63 ans au lieu de 64 ?

Pour que des millions de travailleurs risquent leur paie, et, pour les plus précaires, leur emploi, il faut que le jeu en vaille la chandelle : des augmentations de salaire qui repoussent les fins de mois du 15 au 30, des embauches qui mettent fin aux cadences infernales, et bien d'autres choses encore. C'est de nos vies qu'il s'agit : personne n'est mieux placé que nous pour savoir ce dont nous avons besoin. C'est à nous de déterminer nos revendications.

Saisissons l'occasion pour en discuter dans les ateliers et les bureaux, avant et après les manifestations, afin de nous organiser à la base, pour décider nous-mêmes de notre lutte, en construire les étapes. Des dizaines de grèves ont éclaté ces deux dernières semaines. Dans chacune d'elle se joue un peu du rapport de force entre nous, le monde du travail, et nos ennemis, les capitalistes.

Mais pour que nous l'emportions, il faudra frapper ensemble, aller vers une grève générale, seule à même de vraiment « tout bloquer » !

Rentrée des « classes »

A P1, cheffailons et Répression Humaine ont animé la réunion de rentrée. Avec leurs petites slides, ils ont rappelé les règles (de menaces) pour tout travailleur en retard ou en absence imprévue : convocations, convocations, convocations !

C'est vrai que dans le contexte actuel (cf manifestations et blocage), la répression est à la mode. Face à elle, reprenons les réflexes de base :

1. Informons les collègues lorsque nous sommes convoqués.
2. Si l'entretien est disciplinaire, n'y allons pas seul, faisons-nous accompagner !
3. Arrêtons le travail pendant toute convocation pour montrer notre solidarité. On ne travaille pas tranquillement pendant qu'un collègue se fait réprimander !
4. Ne signons rien !

Ne nous laissons pas isoler ! Notre seul salut est dans l'action collective !

Retour en paternelle !

A P3, l'infantilisation n'a pas de limite ! En réunion, on nous a rappelé les « mots magiques » du respect avec un petit dessin explicatif : « *un café, c'est 7€* » mais « *un café, s'il vous plait, c'est 4,5€* »...

Et nous traiter comme des gamins, c'est nous respecter ? A quand la fiche de paie avec des gommettes et le bisou magique en cas d'accident du travail ?

Ce gâteau ne sera pas du flan !

La direction nous a annoncé en grande pompe les excellents résultats trimestriels de la taule. Mais ces goulus se cachent d'ores et déjà derrière le contexte économique et géopolitique complexe et incertain pour nous préparer à l'idée que nous ne toucherons que des miettes de ce gâteau. La guerre en Ukraine, l'inflation, les taux de change, Trump... toutes les raisons sont bonnes pour ne pas augmenter les salaires !

Pour autant, du fric, il y en a ! Imposons le partage des richesses que nous créons par la lutte ! Le gâteau, c'est nous qui le faisons, c'est à nous de nous le partager !

Grève locale, grève générale : un même combat !

Les mouvements de grève de cette rentrée, démontrent que les travailleurs refusent de se voir davantage encore spoliés par la classe dirigeante, totalement responsable de la dette qu'elle essaie de nous faire payer !

Grace à la forte mobilisation initiée par le mouvement « bloquons tout » et assez suivie chez les travailleurs de bioMérieux, nous avons obtenu le recul du gouvernement sur la suppression des deux jours fériés. Mais les autres mesures (extension des jours de carence en cas d'arrêt maladie, doublement de la franchise médicale, déremboursement des médicaments) nous menacent toujours ! L'accès à la santé est un droit pour tous les travailleurs !

Notre capacité à nous mobiliser sera, de plus, observée de près par notre propre patron pour savoir s'il peut lui aussi nous imposer des reculs localement : peut-être la suppression de RTT ou du 13ème mois et très probablement la non-augmentation de nos salaires...

Il devient donc vital d'amplifier la lutte et de construire le rapport de force nécessaire pour imposer des conditions de travail et de salaires dignes ! Discutons ensemble pour établir les stratégies que nous voulons mettre en œuvre !

Encaisser les aides et fermer les usines

L'émission *Complément d'enquête* de jeudi dernier sur France 2, a révélé que Michelin avait utilisé une partie des aides publiques du CICE pour acheter des machines neuves destinées à son usine de La Roche-sur-Yon... fermée quelques mois plus tard. Ces machines n'auraient jamais été mises en service et ont été transférées vers des sites étrangers, ce que la direction de Michelin conteste en partie. Avec 1,9 milliard d'euros de bénéfices réalisés l'an dernier, le groupe continue pourtant de profiter massivement d'argent public, tout en supprimant des centaines d'emplois (613 à la Roche-sur-Yon) et en licenciant les ouvriers qui ont bâti sa richesse. Il est grand temps d'en finir avec le pouvoir de cette grande bourgeoisie: reprenons le fruit de notre travail et faisons payer les patrons !

Sacrifier l'accessoire pour sauver l'essentiel

Lecornu fait mine d'avoir entendu la colère exprimée dans la rue et par la grève le 10 et le 18 septembre. Il a annoncé la suppression des « avantages à vie » des ministres. Montant : 4,5 millions d'euros par an. Les aides publiques versées chaque année aux entreprises se montent à 211 milliards au bas mot. « L'optimisation fiscale » des ultra-riches c'est autour de 100 milliards. Lecornu sacrifie les pièces jaunes pour les politiciens afin de préserver la fortune de leurs maîtres.

Ce bulletin est le tien, prière de ne pas le jeter sur la voie publique et n'hésite pas à le faire circuler !

Pour nous contacter : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org

Imprimerie Spéciale NPA